



Numéro 230, 25 juin 2012

Nouvelles du marché du carbone

Des investisseurs signent un accord qui vise à générer un milliard d'euros de crédits compensatoires pour ralentir la déforestation en Afrique

Le gouvernement de la République centrafricaine a signé un contrat avec des investisseurs israéliens de l'entreprise Carbon Essence pour éviter la déforestation.

La compagnie Carbon Essence aura des droits sur des zones boisées de la taille de la Belgique pendant 20 ans. « Notre motivation est d'aider à sauver les forêts du monde, et de générer de l'argent », a affirmé Terry Julius, directeur de Carbon Essence basé en Israël.

Cette transaction pourrait produire jusqu'à 12 millions de crédits carbone par an. La société a déclaré qu'elle espérait gagner de 6 à 10 euros par crédit, en moyenne, ce qui représenterait plus d'un milliard d'euros sur la durée de vie du projet. Les crédits compensatoires seront vendus par Carbon Essence à une grande institution financière nord-américaine.

Cette transaction de crédits compensatoires compte parmi les plus importantes transactions carbonées jamais réalisées, alors même que le marché d'Afrique centrale est réputé opaque et risqué. Le paiement des crédits compensatoires sera effectué sur un compte séquestre (où les fonds sont immobilisés et garantis) pour assurer que les fonds aillent directement à la préservation des forêts.

Les risques liés au financement des projets qui évitent la déforestation en échange de crédits carbone sont élevés et les grandes institutions financières qui ont déjà manifesté leur intérêt ont tardé à investir. Les acheteurs de ces crédits sont peu nombreux, car les prix sont

relativement élevés par rapport au prix d'autres types de crédits compensatoires, selon un sondage réalisé par Ecosystem Marketplace aux États-Unis.

Dans une tentative d'attirer des financements du secteur privé, l'ONU a accepté en 2011 de créer un mécanisme de marché, dont les règles restent à définir, qui pourrait délivrer des crédits compensatoires, sur la base du mécanisme REDD+, pour les actions de ralentissement du déboisement, une cause majeure d'augmentation des émissions de gaz à effet de serre.

Pour obtenir plus de renseignements :

<http://www.pointcarbon.com/news/1.1927959>

http://carbonessence.co.uk/index_files/Page394.htm

http://unfccc.int/methods_science/redd/items/4531.php

L'Union européenne lance un nouveau registre carbone pour améliorer la sécurité

La Commission européenne a lancé son registre commun des transactions des droits d'émission de gaz à effet de serre (GES) après six mois de retard. Ce registre commun remplace près de 30 registres nationaux et se chargera de toutes les transactions dans le système communautaire d'échange des émissions.

Les émetteurs devront se conformer aux nouvelles mesures de sécurité du registre pour empêcher les cyber vols de quotas de l'Union européenne (UE). En effet, en 2010 et 2011, plus de 50 millions d'euros de quotas ont fait l'objet de cyber vols dans les registres nationaux.

Des mesures supplémentaires ont été introduites, y compris des contrôles antifraude sur les contreparties, la double authentification des transactions et la dissimulation des numéros de série des quotas.

En outre, les transferts des unités sont désormais soumis à un délai de 26 heures, ce qui permettrait de donner suffisamment de temps aux entreprises pour annuler les transactions non autorisées.

Pour obtenir plus de renseignements :

<http://www.pointcarbon.com/news/1.1928399>

<http://ec.europa.eu/environment/ets/>

Nouvelles du MDP

Le concours 2012 de la Radio MDP en Afrique est lancé

Après le succès du concours inaugural de 2011, le secrétariat de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a annoncé le lancement du concours 2012 de la Radio MDP en Afrique. Sous le thème « changer des vies », le concours vise à répandre le mot au sujet des avantages du MDP en Afrique et en particulier dans les régions sous-représentées du continent.

Les radiodiffuseurs et les entrepreneurs de l'Afrique sont invités à saisir leur microphone et à créer une histoire convaincante qui répondra à la question suivante : « Comment ma communauté, ma ville ou mon pays peut bénéficier des avantages du MDP ».

Les gagnants seront invités à visiter des sites de projets MDP en Afrique où ils auront l'occasion d'en apprendre davantage sur le MDP et de produire de nouveaux reportages radio.

Les reportages radio seront jugés sur leur originalité, sur les compétences techniques, sur la clarté du message, sur la rigueur de l'enquête, sur le niveau de professionnalisme et sur les compétences de présentation. Les histoires en mesure de générer et de maintenir l'intérêt seront particulièrement recherchées.

Les reportages se divisent en deux catégories :

- Ceux qui se rapportent à un projet MDP déjà enregistré ;
- Ceux qui ne se rapportent pas à un projet spécifique enregistré, mais qui se penchent sur les avantages potentiels du MDP pour une communauté, une ville ou un pays.

La date limite pour soumettre vos reportages est le 6 août 2012.

Pour obtenir plus de renseignements :

<http://cdm.unfccc.int/about/multimedia/africanradiocontest/2012>

<http://cdm.unfccc.int/about/multimedia/stories/index.html>

Dossier thématique

Décryptage de la Conférence de Rio+20

Le Brésil a accueilli près de 190 diplomates et plus de 50 000 représentants de gouvernements, du secteur privé et des organisations non gouvernementales pour la Conférence des Nations Unies pour le développement durable (Rio+20) qui s'est tenue à Rio du 20 au 22 juin 2012. Ce sommet, qui marque le vingtième anniversaire du Sommet historique de la Terre de Rio de 1992, se veut un sommet visionnaire qui établira les grandes lignes du développement durable pour les 20 prochaines années.

Le Sommet de la Terre de 1992 donnait suite au rapport Bruntland qui établissait la notion de développement durable. Il avait permis de sonner l'alerte sur les changements climatiques et la déforestation et avait débouché sur un traité mondial sur la biodiversité et ouvert la voie au Protocole de Kyoto sur les gaz à effet de serre.

La Conférence sur le développement durable de Rio +20 est un processus distinct du processus de négociations de longue durée sur les changements climatiques (supervisé par la CCNUCC) qui a émergé du premier Sommet de la Terre de Rio en 1992.

Définir des objectifs de développement durable

« Le sommet ne peut pas porter uniquement sur l'environnement », a déclaré Antonio Patriota, ministre des Affaires étrangères du Brésil, « il doit aussi porter sur le développement ». Alors que la population mondiale devrait augmenter de 7 milliards actuellement à 9 milliards en 2050, une étude récente du cabinet McKinsey prévoit que les classes moyennes dans le monde entier vont croître de 1,8 milliard en 2010 à 4,8 milliards en 2022. Ces classes moyennes vivront dans les villes. Le sommet offrait une occasion d'aider à tracer des pistes de croissance économique sans l'épuisement continu des ressources naturelles et des dommages à l'environnement.

Rio+20 visait ainsi à redéfinir le système actuel de développement vers une croissance plus verte et plus équitable, pour prendre en compte la croissance économique, le développement social et la protection de l'environnement.

Parmi les principaux résultats attendus :

- Un document politique lançant un processus de coopération internationale sur le développement durable (cadre gouvernemental);

- Une liste d'objectifs de développement durable clairs et mesurables avec des indicateurs. Ces objectifs devaient s'appuyer sur une série de thèmes clefs comme l'énergie, les villes durables, la sécurité alimentaire, l'agriculture, l'eau et les océans.

Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, a déclaré en juin 2012 que Rio+20 serait « la seule opportunité pour une génération » d'accomplir des progrès vers une économie durable.

Rio +20 se termine avec un texte faible

Il y a eu peu d'avancées significatives à Rio+20. Le texte adopté par les chefs d'État et de gouvernement à Rio+20 a échoué à définir les objectifs de développement durable. En outre, aucun échéancier clair n'a été adopté en vue de fixer ces objectifs. Le texte souligne « une victoire écrasante des mots faibles sur les mots d'action », a déclaré Lasse Gustavsson, chef de file de la délégation du World Wildlife Fund.

Les groupes environnementaux ont critiqué le texte en argumentant qu'il a omis ou édulcoré des propositions importantes et ils ont imploré les chefs d'État d'agir d'urgence pour répondre aux défis des changements climatiques.

Par exemple, le texte omet une clause appelant les gouvernements à éliminer progressivement les subventions aux combustibles fossiles, qui ont presque triplé depuis 2009, en dépit d'un engagement pris par les pays du G20 pour les éliminer. La suppression progressive des subventions aux combustibles fossiles d'ici 2020 permettrait de réduire les émissions de dioxyde de carbone de près de 6 %, selon l'Agence internationale de l'énergie. Les pays producteurs de pétrole, y compris les États-Unis, le Venezuela et le Canada, ont bloqué l'inclusion de cette clause.

La faiblesse du résultat obtenu à Rio+20 s'explique par plusieurs facteurs. D'une part, malgré la présence du président de la France et des premiers ministres russes et chinois, l'absence du président américain Barack Obama et des dirigeants de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, entre autres, témoigne du fait que l'attention des politiciens est plus axée sur la crise de la zone euro, sur l'élection présidentielle aux États-Unis et sur les turbulences au Moyen-Orient que sur l'environnement.

En outre, les négociations sous l'égide de l'ONU sont un lent processus qui exige de trouver un terrain d'entente parmi les 193 pays membres et de combler d'énormes gouffres dans les priorités entre le monde développé, les marchés émergents et les pays les plus vulnérables. « Les objectifs spécifiques diffèrent à l'échelle mondiale, entre et au sein des sociétés », explique Jeffrey Sachs, économiste à l'Université de Columbia. En effet, les définitions de développement économique, d'économie verte, d'inclusion sociale et d'environnement varient grandement entre les différents pays.

L'expression « responsabilités communes, mais différenciées » reflète ce que les pays en développement considèrent comme leur droit de rattraper le retard de développement par rapport aux pays développés. La Chine, par exemple, est aujourd'hui le plus grand émetteur mondial de gaz à effet de serre, mais au niveau de la prospérité par habitant, elle se situe encore loin derrière les pays développés. De plus, la frustration de l'écart de développement entre les pays les moins avancés et le reste du monde s'est accentuée ces dernières années avec la vulnérabilité exacerbée aux crises environnementales de ces pays. Ces points d'achoppement sont profondément ancrés dans les négociations sur les thématiques environnementales et bloquent toute avancée significative.

Parallèlement, les crises financières traversées par les pays développés ont poussé ces pays à se montrer particulièrement réticents à envisager de nouveaux engagements financiers. L'objectif de créer à Rio+20 un fonds de 30 milliards de dollars pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable a rapidement été évincé. « Nous ne pensons pas qu'un fonds puisse résoudre ces problèmes », s'est expliqué Kerri-Ann Jones, assistante du secrétaire d'État américain, lors de la conférence.

Les conséquences de Rio+20 sur les changements climatiques

Le texte comporte un certain nombre de références direct et indirect aux changements climatiques qui pourraient stimuler les efforts visant à réduire les émissions et accroître la résilience. Par exemple, le texte relève une préoccupation grave face à l'écart d'émission et exhorte les Parties de la CCNUCC à respecter leurs engagements. Plus révélateur, le concept de responsabilité commune, mais différenciée, qui ne figure pas dans le dernier texte de décision sur les changements climatiques, a réapparu dans le texte de Rio+20.

Les termes relativement forts sur la protection des océans permettront d'augmenter la séquestration du carbone dans les mers. En outre, les nations vulnérables pourront s'appuyer sur le document émis à Rio+20 si elles ne reçoivent pas les protections accrues et l'assistance prévue.

Bien que le document ne soit pas contraignant, il prouve toutefois que les politiciens sont au courant non seulement des problèmes, mais aussi d'un grand nombre de solutions pour un développement durable.

Vers des solutions décentralisées

Face aux frustrations engendrées par la lenteur et l'inefficacité des processus de négociations intergouvernementaux, un grand nombre d'acteurs ont commencé à mettre en œuvre des mesures de développement durable à un niveau décentralisé.

Par exemple, parallèlement au Sommet Rio+20, les maires des grandes villes se sont réunis à Rio. Le maire de New York, Michael Bloomberg, et ses collègues du monde entier, ont

cherché à démontrer le dynamisme des villes en matière de développement durable, en dépit d'un accord intergouvernemental.

Les villes sont responsables de près des trois quarts des émissions de gaz à effet de serre, mais un grand nombre de mesures de développement durable sont déjà en cours dans les grandes villes du monde. Ces mesures comprennent l'ensemble des services municipaux, de la meilleure gestion des déchets à un éclairage public plus efficace, et incluent l'utilisation de biocarburants et de véhicules municipaux électriques. Les maires ont déclaré que leurs villes sont en bonne voie de réduire leurs émissions combinées de gaz à effet de serre de 248 millions de tonnes d'ici 2020.

Pour obtenir plus de renseignements :

<http://www.uncsd2012.org/thefuturewewant.html>

<http://www.uncsd2012.org/>

<http://www.un.org/fr/sustainablefuture/>

<http://www.iisd.ca/download/pdf/enb2751e.pdf>

<http://www.iisd.ca/uncsd/rio20/enb/>

http://www.washingtonpost.com/national/health-science/major-cities-tackle-climate-change-while-rio-summits-outcome-remains-uncertain/2012/06/18/gJQAzSzmV_story.html

Sélection de rapports d'intérêt et de sources d'information utiles

- Le secrétariat de la CCNUCC a mis à jour le Livret méthodologique du MDP pour refléter les changements et les mises à jour convenus au cours de la dernière réunion du Conseil exécutif du MDP, voir <http://cdm.unfccc.int/methodologies/documentation/methbooklet.pdf>
- Le centre de collaboration pour le climat et le financement des énergies durables de la Frankfurt School et Bloomberg New Energy Finance ont publié un rapport intitulé « Tendances mondiales de l'investissement dans l'énergie renouvelable 2012 », préparé pour le PNUE, voir <http://fs-unep-centre.org/publications/global-trends-renewable-energy-investment-2012>
- Une chute libre des prix des URCE à partir de 2013 est prévue par CDC Climat, voir www.cdclimat.com
- Le rôle du charbon dans le cadre du MDP est discuté dans le bulletin de mai de CDM Watch, voir www.cdm-watch.org

Projets et programmes d'activités du MDP sur le site de la CCNUCC

(mis à jour le 25 juin 2012)

- Projets dans le portefeuille de la CCNUCC : 2,7 milliards de tCO₂-éq. attendues d'ici fin 2012
- Projets soumis pour enregistrement : 110 (12 094 794 tCO₂-éq./an)
- Projets enregistrés : 4266 (605 710 863 tCO₂-éq/an et 2,14 milliards de tCO₂-éq. attendues d'ici fin 2012), dont 277 dans des pays membres et observateurs de l'OIF : 2 en Albanie, 1 en Ancienne République yougoslave de Macédoine, 5 en Arménie, 6 au Cambodge, 2 au Cameroun, 8 à Chypre, 3 en Côte d'Ivoire, 11 en Égypte, 5 aux Émirats Arabes Unis, 2 en Géorgie, 2 au Laos, 2 à Madagascar, 1 au Mali, 8 au Maroc, 2 à Maurice, 1 en Mauritanie, 4 en Moldavie, 2 en République Démocratique du Congo, 4 en République Dominicaine, 3 au Rwanda, 5 au Sénégal, 71 en Thaïlande, 2 en Tunisie, et 125 au Vietnam
- Programmes d'activités : 19 enregistrés (2 PoA ont été enregistrés en mars 2012) : un sur les fours à cuisson efficaces au Kenya et un sur l'énergie solaire en Inde), 27 programmes en cours de validation
- URCE émises : 956 335 840
- Méthodologies pour les projets de grande ampleur : 116 approuvées (20 consolidées) dont 12 pour les grands projets Bois/Reboisement (2 consolidées)
- Méthodologies pour les projets de faible ampleur : 87 approuvées dont 7 pour les petits projets Bois/Reboisement
- Prix de l'URCE : 3,96 € (Spot) et 3,96 € (déc. 2012)
- AND notifiées : 160 dont 128 situées en pays non Annexe I
- 41 EOD accréditées
- Nombre de pays visés à l'Annexe I ayant une Autorité Nationale Désignée : 32 dont 15 pays membres et observateurs de l'OIF
- Nombre de pays non visés à l'Annexe I ayant une Autorité Nationale Désignée : 128 dont 54 pays membres et observateurs de l'OIF

- 38 pays n'ont pas d'Autorité Nationale Désignée dont 29 pays non visés à l'Annexe I et 14 pays membres et observateurs de l'OIF
- Nombre d'Entités Opérationnelles Désignées ayant un bureau dans un pays visé à l'Annexe I : 26 (Espagne, Japon, Canada, France, Allemagne, Royaume-Uni, Norvège, Italie, Suisse et Turquie)
- Nombre d'Entités opérationnelles désignées ayant un bureau dans un pays non visé à l'Annexe I : 15 (Afrique du Sud, Chine, Inde, Colombie, Corée du Sud et Malaisie)

Les évènements à venir

- Du 20 au 22 juin, Rio de Janeiro (Brésil), Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD/Rio+20)
- Du 25 au 29 juin, Genève (Suisse), Première réunion du Fonds vert pour le climat
- Le 26 juin, Santa Marta (Colombie), UN-REDD, Atelier sur l'évaluation des besoins des pays

Nouvelles Francophones du marché du carbone et du MDP est un bulletin bimensuel édité par l'IEPF dans le cadre de l'Initiative francophone de Partenariat pour le MDP lancée en avril 2005 par la communauté francophone à Montréal. Les bulletins sont rédigés par ÉcoRessources Carbone (<http://www.ecoressources.com/carbone>) pour le compte de l'IEPF

Pour s'abonner au bulletin : <http://www.mediaterre.org/mailman/listinfo/initiative-mdp>

Vous pouvez écrire à l'animateur du réseau Initiative Francophone de Partenariat pour le MDP à : initiative-mdp-animateur@mediaterre.org